



Accaparement foncier à l'échelle mondiale et devenir de la petite paysannerie

Académie d'Agriculture de France

Agrobusiness et petite paysannerie :
Concurrences et complémentarités

Séance
du 13 juin 2012

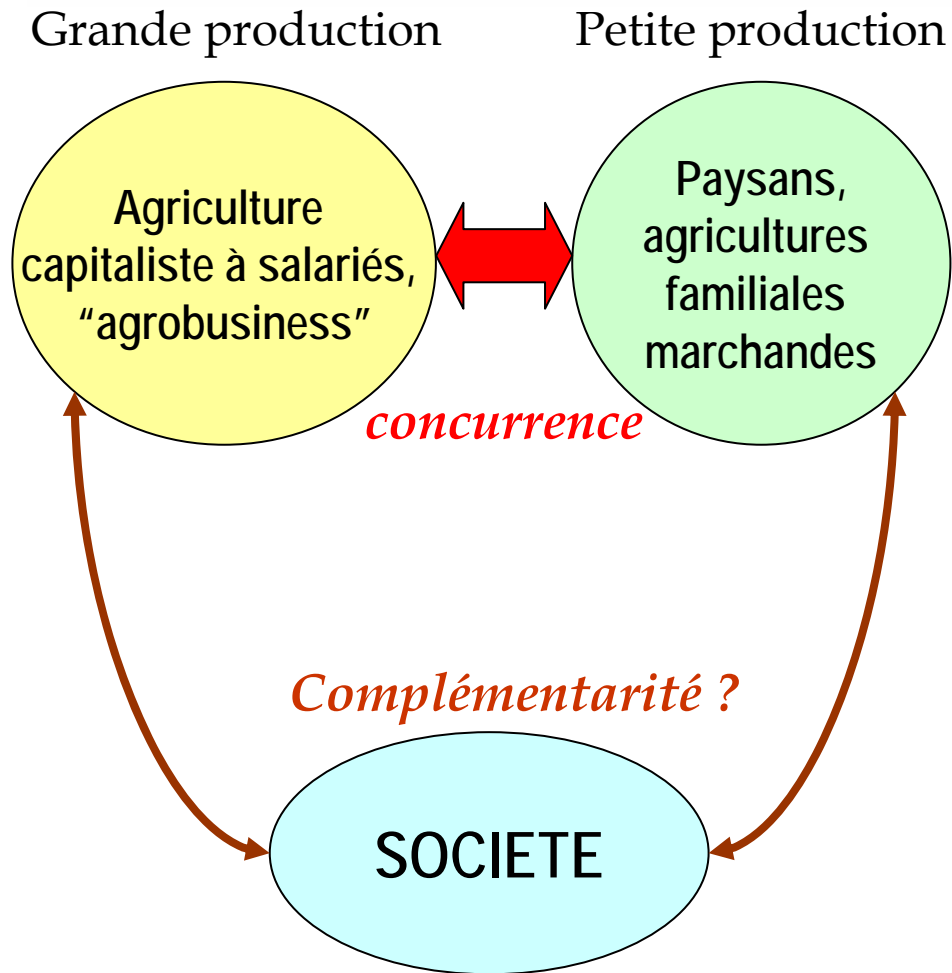
Michel Merlet



m.merlet@agter.org



Introduction : la lutte entre paysans et grandes entreprises aujourd'hui dans le monde



Définition :

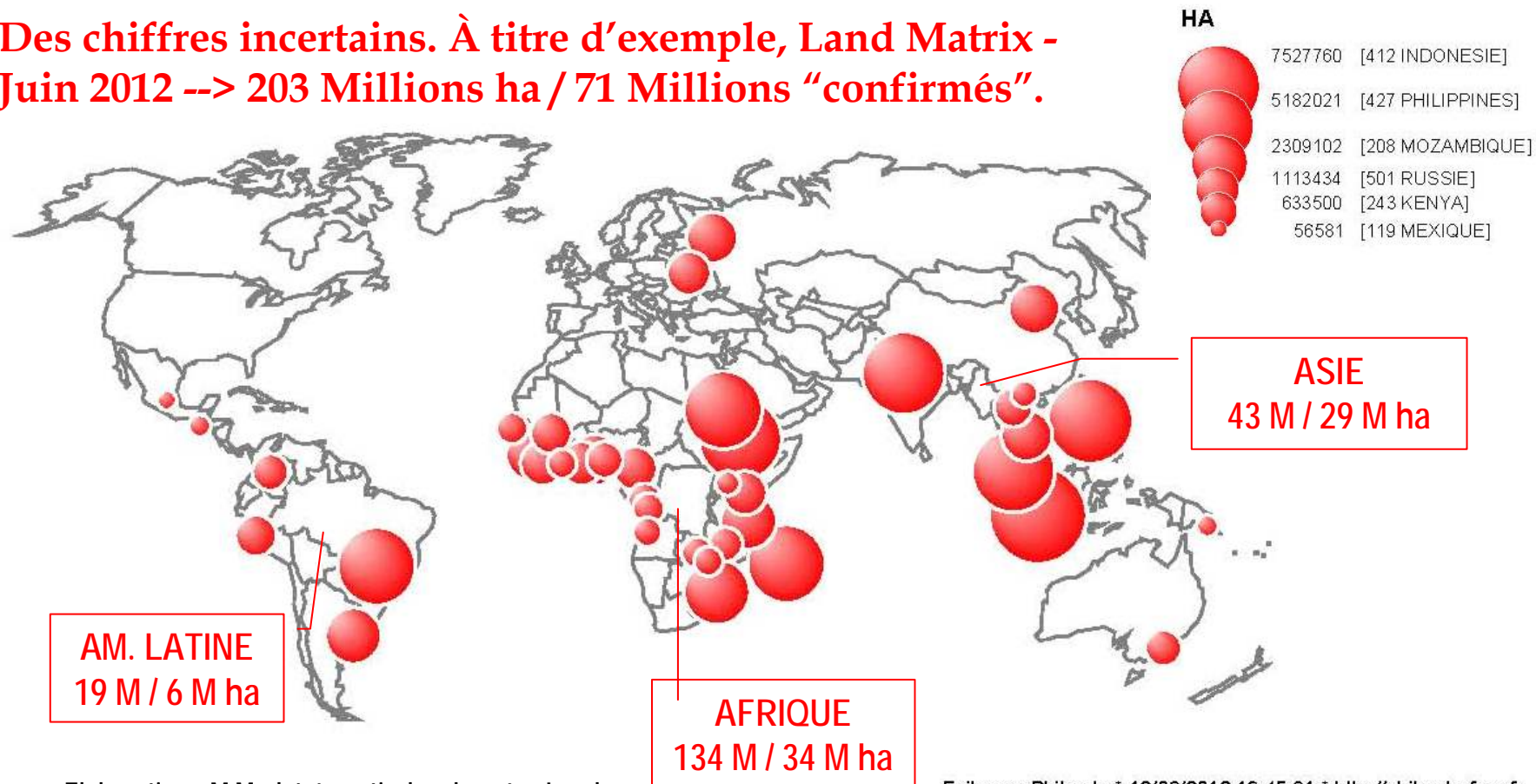
L'usage du terme « agrobusiness », dans cet exposé, est limité à la production agricole.

Les objets de la concurrence :

- l'accès à la terre
- l'accès aux ressources naturelles et à l'eau
- l'accès aux subventions
- l'accès aux financements
- l'accès aux marchés
- la main d'œuvre

L'accaparement des terres, un thème médiatique

Des chiffres incertains. À titre d'exemple, Land Matrix - Juin 2012 --> 203 Millions ha / 71 Millions "confirmés".



Elaboration : M.Merlet, à partir des données Land Matrix, Juin 2012, <http://landportal.info/landmatrix>

Fait avec Philcarto * 12/06/2012 19:45:31 * <http://philcarto.free.fr>



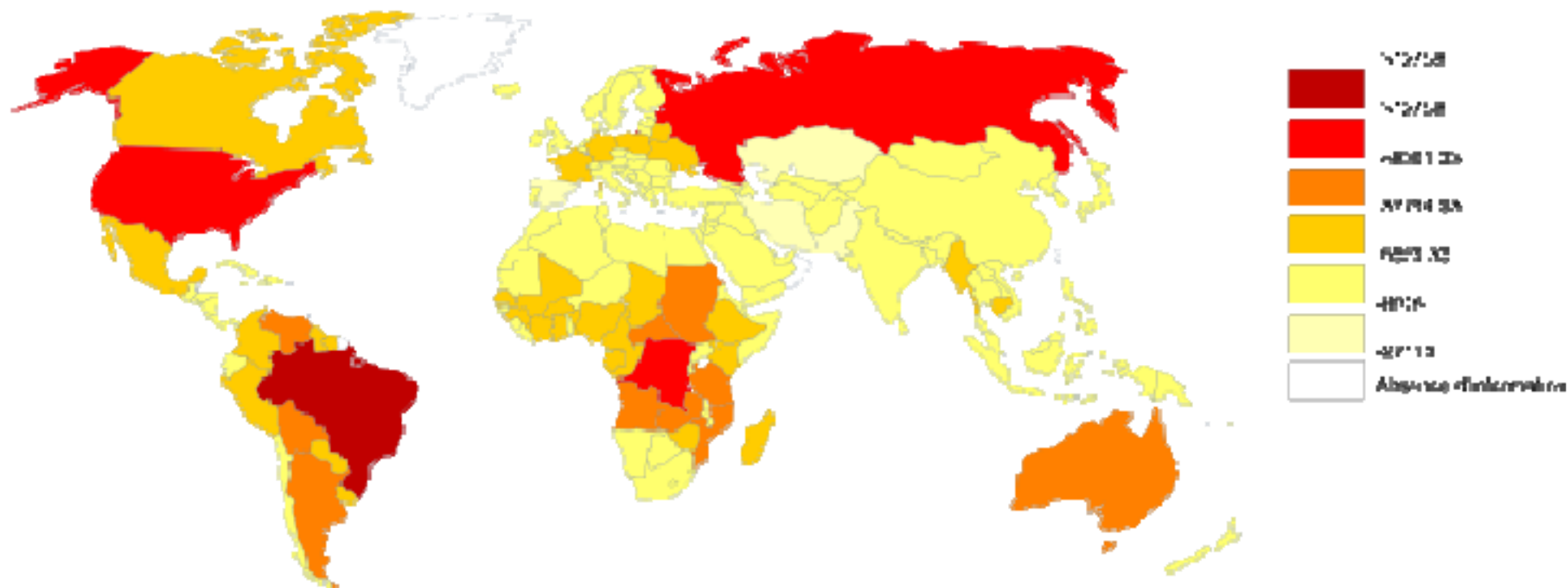
L'accaparement des terres, un phénomène mal défini et mal compris

- De nouveaux acteurs, parmi lesquels les Fonds de Pension, les multinationales, les Etats souverains, ...
- Une accélération évidente (surfaces appropriés par an plusieurs dizaines de fois supérieures à l'augmentation moyenne des surfaces cultivées au cours des dernières décennies)
- Des chiffres peu crédibles : le phénomène est beaucoup plus étendu (ex. : 94 Millions ha dans le seul Brésil "grillonnés")
- Des terres "sous-utilisées", en très grandes quantités (du même ordre de grandeur que les surfaces cultivées aujourd'hui)
- Crise alimentaire, demande en biocarburants, REDD, ... des "moteurs" qui n'expliquent pas tout !

Nous devons chercher à comprendre et expliquer ce qui est en train de se passer



Localisation des terres ayant un potentiel agricole non utilisé selon IIASA.

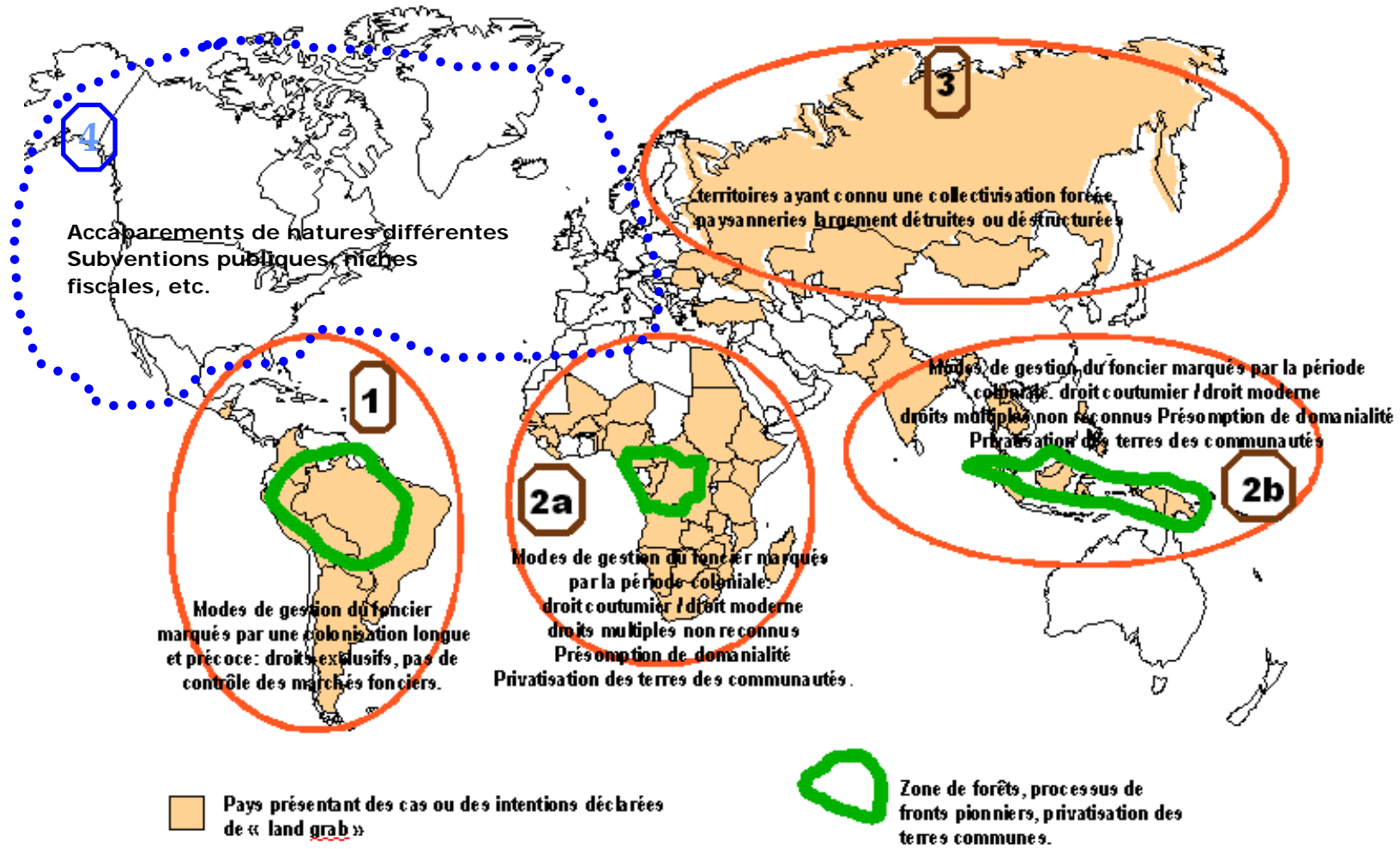


Superficie des terres potentiellement cultivables sans irrigation – superficie des terres cultivées actuellement

(Carte faite avec Philcarto).

Source : AGTER, FAO Points chauds liés au foncier et aux droits sur l'eau. SOLAW Background Thematic Report - TR05. 2011.

Les zones susceptibles de faire l'objet d'accaparements ...





Prendre conscience de ce qui est en marche → des « enclosures » à l'échelle mondiale

Relisons Karl Polanyi

(La Grande transformation, 1944)

Enclosures et révolution industrielle en Angleterre

- Dépossession, développement d'un prolétariat rural, nouvelle gestion des pauvres
- Foi aveugle dans le progrès
- Catastrophe sociale
- Réponse : expansion coloniale, puis crise mondiale

La situation aujourd'hui

Enclosures et révolution financière dans le monde

- Les mêmes ingrédients
- MAIS EN PLUS**
- On n'a plus besoin de tant de prolétaires pour faire du profit
 - Monde fini
 - Crise écologique majeure
 - Une évolution beaucoup + rapide

Les termes qui trompent

- les pauvres
- la propriété
- les investissements



Un débat ancien, mais toujours d'actualité, celui des avantages respectifs de la grande production et de l'agriculture paysanne

Les enjeux sont tels pour les puissants que ceux-ci entretiennent le doute, et de nombreux chercheurs les cautionnent en refusant l'évidence.

- **Tous les pays développés ont construit leur croissance sur la base d'agricultures paysannes**
- **Les agricultures paysannes sont les mieux à même de contribuer à relever les défis globaux d'aujourd'hui**
 1. elles sont plus productives par unité de surface que les grandes entreprises à salariés si elles ont accès aux moyens de production
 2. leur logique est patrimoniale, et non de maximisation du profit sur le court terme, et par là même, plus souvent compatible avec l'intérêt général.
 3. elles peuvent mieux s'adapter à la diversité et respecter l'environnement
 4. elles signifient plus d'emplois, et donc moins de migrations et de tensions sociales



Un retour en arrière nécessaire : les causes profondes de la pauvreté (d'après M. Mazoyer)

1. Existence d'agricultures avec des niveaux de productivité très inégaux
2. Mise en place d'un marché mondialisé, et alignement des prix sur la base de la productivité des agriculteurs les mieux équipés, exportateurs (baisse tendancielle)
3. Ruine des producteurs les moins bien dotés, même s'ils sont faiblement intégrés au marché
4. Pas d'ajustement possible par le marché, car les pauvres et ceux qui ont faim ne sont pas solvables
5. Par contre, la demande des firmes en agrocarburants, elle, est solvable, en partie du fait des subventions et entraîne une augmentation des surfaces cultivées.



Une dynamique agraire nouvelle !

Depuis les années 1970, la donne a changé :

1. Des techniques (agricoles, mais aussi biotechnologiques, minières, ...) “modernes”
 - De nouvelles possibilités de production et d’extraction
 - Des besoins de plus en plus faibles en force de travail
2. Des marchés et donc des prix mondialisés (libre échange), mais pas de politiques agricoles ni foncières globales (Etats souverains)
3. Un développement du secteur financier inédit



Les mêmes processus, mais à une autre échelle

Deux mécanismes distincts

1- Appropriation de terres, de ressources communes par quelques-uns

2- Concentration de terres et de ressources dans quelques mains

Des phénomènes irréversibles

1- Des effets locaux :

Spoliation des populations locales et violation de leurs droits coutumiers

2- Des effets lointains :

Ruine des agriculteurs familiaux non directement affectés par leur mise en concurrence avec des agricultures mieux équipées ayant une productivité du travail très supérieure



Une menace globale pour l'humanité

1- Des risques de différentes natures

- insécurité alimentaire
- richesses créées par hectare moindres
- résilience réduite face aux aléas
- écologiques
- sociaux (exclusion possible de près de 40% des humains. Comment créer 1,5 milliards d'emplois d'ici 2050 ?)
- perte de savoir faire et de diversité culturelle
- augmentation des inégalités
- conflits de + en + fréquents et de + en + violents

2- Des réponses insuffisantes, partielles, voire néfastes

- l'appel au respect volontaire des droits fondamentaux
- la promotion de droits sécurisés via la généralisation de la propriété privée
- la mobilisation de plus d'investissements dans l'agriculture
- le recours à la responsabilité sociale des entreprises

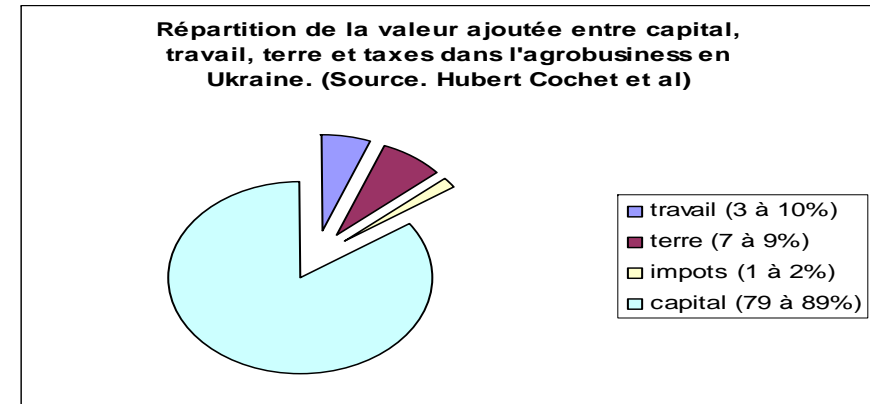
Une réflexion à reconstruire en profondeur



Le « mystère du land grabbing », ou comment les terres deviennent des actifs financiers attractifs

- Objectif des « investisseurs » = maximiser leur profit, le retour sur investissement
- Des situations favorables ...
 - technologie de pointe, savoir faire, accès aux marchés
 - Sur abondance de capitaux à risque, désir de retour à des actifs réels
- ... largement favorisées par les Institutions Financières Internationales
 - accès à la terre très bon marché
 - main d'œuvre très bon marché
 - conditions d'investissement favorables
- ... et le recours à des Contrats avec les Etats du Sud, avec des particuliers

Une redistribution de la valeur ajoutée très favorable au **capital**, au détriment du **travail** et de la **terre permet** un taux de rentabilité très élevé.



La véritable supériorité de la grande production, c'est sa **capacité à s'approprier les rentes** de tous types, foncières, naturelles, issues de politiques publiques, etc.



Grands défis et propositions, en quelques mots

La terre et les ressources naturelles (tout comme le travail et la monnaie) devenues indûment des marchandises comme les autres doivent être réinsérées dans la société.

Vers la « fin de la société de marché », mais pas « l'absence de marchés ». (K. Polanyi)

Revoir la nature des droits de propriété sur la terre et les ressources naturelles

En lieu de la propriété absolue, droits et ayant droits multiples, individuels et collectifs, droits de transferts et de gestion cédés à des collectivités aux différentes échelles

Objectifs

Gérer les biens communs dans la durée, réguler les marchés fonciers

Mettre fin à la confusion entre souveraineté des Etats sur les Ressource Naturelles et Propriété Privée

Revoir le concept d'investissement

Distinguer l'investissement de la prédation et de la capture de rente

Ne pas limiter l'investissement au « privé » (*privare, sortir du commun*)

Se donner les moyens d'analyser l'intérêt de la société dans son ensemble et pas seulement l'intérêt de l'investisseur

Redistribuer par des taxes les appropriations qui n'ont pas pu être évitées

Mettre en place des mécanismes de gouvernance mondiale

Aller au delà des Directives Volontaires et des Investissements Agricoles Responsables

Droit contraignant au dessus des Etats, pas seulement « droit mou » et droit des contrats

Responsabilité légale des entreprises transnationales



Construire un autre rapport de forces au niveau global pour avancer

Le défi est immense

Le débat autour de l'agrobusiness et de la production paysanne est capital

Attention à ne pas se fourvoyer sur de supposées complémentarités qui relèvent parfois de la mystification

Incorporer tous les secteurs sociaux dans la discussion, pas seulement les paysans pauvres. Consolider une société civile mondiale susceptible de peser dans les choix.

Ne pas rester dans le seul champ des droits de l'homme.

L'affirmation du droit des paysans et des paysannes peut être un pas, mais cela ne sera jamais suffisant

Les directives volontaires peuvent aussi être un pas en avant à condition de toujours préciser que nous avons besoin d'un droit obligatoire pour tout ce qui engage la survie de l'humanité

Les travaux d'AGTER portent sur l'**analyse** du phénomène, et visent à formuler des **propositions** à la hauteur des défis





*Pour en savoir plus, pour une bibliographie de base sur ce sujet
et pour avoir accès aux textes et aux analyses sur lesquelles
s'appuie cet exposé, vous pouvez consulter :*

www.agter.asso.fr

*AGTER, une association pour contribuer à
améliorer la gouvernance de la terre,
de l'eau et des ressources naturelles*